

Introduction

Alarme, citoyens !

« *Ils sont passés par ici, ils repasseront par là...* » Comme dans la comptine bien connue, il en court des furets, en ce moment, dans les allées de la République ! Gilets jaunes, Foulards rouges, signataires de « l’Affaire du siècle » et tant d’autres : ils sont décidément innombrables ceux qui trouvent aujourd’hui, à bon droit, qu’il faudrait que les salaires soient plus élevés, les impôts plus modestes, l’environnement mieux respecté, les logements plus nombreux, plus confortables, moins chers, les jeunes mieux instruits, les anciens mieux traités et plus respectés, les services publics plus présents sur tout le territoire et de meilleure qualité, qu’il y ait des emplois pour tout le monde et que chacun, urbain ou rural, puisse en vivre dignement, que les terroristes soient arrêtés avant de passer à l’acte, etc.

Quel que soit le ciel où il se trouve, Stéphane Hessel doit se réjouir : les Français dorénavant s’indignent à tout va : il semblerait que plus rien n’aille, que l’État soit sourd, le Président méprisant, le Gouvernement aveugle, les Chambres inutiles, les syndicats dépassés ; que seuls les « gens » (nouvelle appellation du Peuple) sachent ce qui est bon pour la République et, en particulier, pour chacun de ceux qui la composent mais que, malheureusement, avec des responsables institutionnels aussi distants et/ou incompétents, nous soyons tous condamnés à subir un haut niveau d’injustices permanentes. Déjà en 2011, les deux auteurs du présent Manifeste répondaient au brûlot

Indignez-vous !¹ en invitant les lecteurs, dans *Aux actes, citoyens* !², à passer de l'indignation à l'action. Qualifié de « livre nécessaire ! » par Edgar Morin, soutien prestigieux, l'ouvrage rappelle, à travers cent exemples, que s'indigner n'est honorable que si, une fois indignés, les citoyens s'efforcent de traiter collectivement, sur leurs lieux de travail, dans leurs associations, là où ils vivent, sur leur territoire, au moins une part des problèmes qui ont justifié leur indignation. S'en remettre pour tout aux Institutions n'est ni sérieux, ni responsable.

Et ce qui était vrai en 2011, l'est bien plus encore, huit ans plus tard. Désormais, le roi est nu :

- un État de plus en plus impécunieux et donc de moins en moins manœuvrant, avec une dette égale à 100 % de son PIB ;
- un centralisme mortifère qui place le président de la République en situation d'impérial factotum, en charge de tout, alors que, quelles que soient sa bonne volonté, son intelligence et sa compétence, il est dans la naturelle incapacité de comprendre l'immense et complexe diversité des problèmes rencontrés par des populations de plus en plus différentes et individualisées sur des territoires de plus en plus émiettés et non comparables ;
- et cela d'autant plus, qu'outre l'extrême modestie des budgets qui sont les leurs (on est à des années-lumière du budget des Länder allemands), beaucoup de nos Régions ont très peu de cohérence historique et sociétale. Rappelons-nous la soirée ridicule d'un certain lundi de 2013 lors de laquelle le Président Hollande, et trois de ses collaborateurs, décidèrent seuls, dans une sottise précipitation d'amateurs, de fabriquer en urgence les 13 Régions métropolitaines ; certaines représentent un gigantesque n'importe quoi géographique et historique : l'inénarrable Nouvelle-Aquitaine, de Guéret à Biarritz, le mariage de deux Régions pauvres, Nord-Pas-de-Calais et Picardie, pour tenter d'en faire une riche, l'union contre nature de l'Alsace, de la Lorraine, de la Champagne et de l'Ardenne, la négation de

1. Stéphane Hessel, *Indignez-vous* ! Éditions Indigènes, 2010.

2. Hervé Sérieyx et André-Yves Portnoff, *Aux actes citoyens ! – De l'indignation à l'action*, Maxima, 2011.

la forte identité auvergnate, noyée dans le déjà bizarre agrégat rhônalpin ;

- des mécanismes de la démocratie représentative complètement perturbés par la révolution digitale et l'avènement des réseaux sociaux qui, refabriquant sans cesse, de façon kaléidoscopique, des grumeaux évolutifs d'opinions aux exigences immédiates. Cela périme la représentativité d'élus installés pour cinq ans et lestés de lourds processus législatifs qui, vus de la base, semblent les condamner à l'immobilisme, voire à l'inutilité.

Retrouver des marges de liberté budgétaire en repassant l'ensemble de la dépense publique au double crible utilité-nécessité et coût-efficacité ; aménager une réelle décentralisation de la décision publique et de son initiative au sein de Régions dotées, à l'instar des Länder allemands, de vrais moyens et redessinées en fonction d'une cohérence historique et d'une vraie conscience d'appartenance de leurs habitants ; ajuster la démocratie représentative aux exigences d'une société de plus en plus diverse et morcelée, pour que cette fameuse représentativité soit vraiment assurée et ressentie par les citoyens ; envisager pour cela une réelle part de proportionnelle aux élections législatives, des modalités d'interpellation des pouvoirs en place par les citoyens, en s'inspirant des expériences suisses, italiennes, danoises et autres, tout cela relève à l'évidence de la responsabilité de la puissance publique et de ses dirigeants institutionnels.

Mais pour importantes que puissent être les décisions à prendre dans ces domaines, elles n'épuisent pas le champ du politique. Dans le contexte actuel très confus et éclaté de la société française, la démocratie ne peut plus se contenter de sa version institutionnelle (les élus), de sa version sociale (les corps intermédiaires et d'abord les syndicats) ; elle a de plus en plus besoin de sa version inclusive : l'engagement bénévole individuel et collectif d'un maximum de citoyens œuvrant ensemble pour contribuer, là où ils vivent, à la résolution concrète de problèmes de société. On le constate toujours plus ces jours-ci : pas de *vivre ensemble* sans du *faire ensemble*. L'engagement bénévole pour une citoyenneté active doit constituer la *force politique émergente*, aujourd'hui la plus indispensable au pays. Dans un monde brutalement soumis à des transformations de fond, l'actuel appareil

institutionnel du pays, s'il est toujours nécessaire, devient largement insuffisant pour permettre de faire vivre notre modèle social, la démocratie et les trois valeurs annoncées de la République. Devient indispensable l'engagement personnel et collectif de chaque citoyen dans la résolution des bouts de problèmes de société qui surgissent dans son environnement immédiat : l'école de ses enfants, l'entreprise où il travaille, le village, le quartier où il vit, etc. Hier, cette citoyenneté active était un choix, voire une élégance personnelle, aujourd'hui, elle devient une nécessité.

Le présent Manifeste pour une société de l'engagement propose, *dans cinq domaines en métamorphose* (géopolitique, technologies, économie, société et écologie) et *dans cinq champs privilégiés d'engagement* (l'éducation, l'entreprise, les associations, l'accompagnement des exclus, le sauvetage de l'environnement), des voies d'action, illustrées d'exemples concrets, où chaque citoyen peut décider de devenir, personnellement et avec d'autres, coacteur de la transformation de notre société pour la rendre plus juste, plus humaine et, surtout, pour qu'elle demeure viable.

Car notre société démocratique, de liberté, d'égalité, de fraternité, est clairement menacée dans sa survie. Ça bouge de partout et c'est si brutal que tous nos outils de pilotage habituels se retrouvent dépassés, Constitution, institutions, administrations, (supposées) élites, corps intermédiaires, partis, nos pratiques collectives, nos schémas de pensée... À chacun d'entre nous d'être coacteur, là où il se trouve, de la transition. C'est dans nos contributions quotidiennes de terrain que nous pouvons, ensemble, défendre le trésor que constitue une société libre : c'est cela être citoyen et ça commence tout de suite.

Alors Alarme, citoyens ! Sinon Aux larmes !